Ministère des Finances et du Budget

République de Côte d'Ivoire
Union-Discipline-Travail

Communication en Conseil des Ministres

Objet : Situation de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2025

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2025, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés à l'issue de la mission d'évaluation du FMI de mars et avril 2025.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées hors Comptes Spéciaux du Trésor à fin juin 2025, s'élèvent globalement à **8.243,5** milliards de FCFA pour une prévision de 8.236 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 100,1%.

Les réalisations de ressources comprennent **3.649** milliards de FCFA de **recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **4.594,5** milliards de FCFA de **ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

I.1. Les recettes budgétaires

Concernant les **recettes fiscales**, le niveau de recouvrement ressort à **3.519,9** milliards de FCFA à fin juin 2025 contre un objectif de 3.617,3 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 97,3%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers** s'est établi à **144,7 milliards de FCFA** contre un objectif de 167,8 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 86,2% essentiellement imputable à un niveau relativement moins important qu'attendu des paiements anticipés de l'IRVM par certains contribuables ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** (hors TVA exonérée sur projets cofinancés**)** est ressortie à **411,4 milliards de FCFA** contre un objectif de 443,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 92,7% en raison principalement d'un recouvrement moins important que prévu des recettes issues des opérations de contrôle fiscal et des arriérés de TVA, ainsi que la mise en œuvre plus tard que prévue de la mesure sur la facturation électronique ;
- **les taxes à l'exportation** se sont chiffrées à **372,5 milliards de FCFA** contre un objectif de 401 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 92,9% principalement en relation avec un volume de cacao exporté plus faible que prévu (847 milliers de tonnes pour un objectif de 939,8 milliers de tonnes) ;
- **l'impôt sur le traitement des salaires (ITS)** a été collecté à hauteur de **433,5 milliards de FCFA** contre un objectif de 444,7 milliards de FCFA, affichant ainsi un taux de réalisation de 97,5%. Ce niveau de réalisation résulte en particulier de l'impact

de l'application de la réforme des ITS et la mise en œuvre différée du dispositif de déclaration fusionnée des ITS et des cotisations sociales ;

- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été collecté à hauteur de **498,7 milliards de FCFA**, pour un objectif de 509,9 milliards de FCFA correspondant à un taux de recouvrement de 97,8%. Ce résultat est essentiellement lié au niveau moins important que prévu des résultats fiscaux des entreprises en raison de l'accroissement significatif de leurs charges d'exploitation ainsi qu'au nombre relativement plus élevé des contribuables qui se sont acquittés de l'impôt minimum forfaitaire (4.268 en 2025 contre 3.867 pour 2024) au détriment du régime réel.

Toutefois, certaines natures de recettes enregistrent des niveaux de recouvrement plus élevés que les objectifs fixés à fin juin 2025. Il s'agit notamment :

- **des droits et taxes sur les produits pétroliers** (+41,7 milliards de FCFA) en lien avec un volume de consommation plus élevé que prévu du gasoil et du super carburant (774 et 754,5 millions de litres contre respectivement 745,6 et 722 millions de litres en objectif), ainsi qu'une taxation plus élevée que prévue (191,9 et 266,36 francs CFA/litre contre respectivement 185,3 et 207,2 francs CFA/litre en projection) ;
- **des revenus du pétrole et du gaz** avec un niveau de réalisation plus élevé que prévu (+11 milliards de FCFA) en lien avec le paiement d'un reliquat de revenus de gaz de 2024 (14,3 milliards de FCFA) ;
- **de la taxe ad valorem** qui affiche un écart positif (+9,2 milliards de FCFA) en rapport avec la hausse de la quantité (+23,9%) et du prix (+38%) de l'or exporté.

S'agissant des **recettes non fiscales**, elles ont été recouvrées à hauteur de 101,4 milliards de FCFA contre 90,1 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 11,3 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement en lien avec le recouvrement de bonus de signature non initialement prévus. Il s'explique également par la réalisation de 60,3 milliards de FCFA de recettes de services contre 49,9 milliards de FCFA prévus et de 7,9 milliards de FCFA de ressources au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural contre 2,7 milliards de FCFA prévus. Les recettes non fiscales comprennent également 19,5 milliards de FCFA de revenus du domaine et 2,3 milliards de FCFA de surcote enregistrée sur les émissions de titres publics.

Quant aux **dons**, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **27,7** milliards de FCFA pour une prévision de 129,8 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation de ces ressources composées uniquement de dons–projets, est essentiellement imputable aux paiements directs effectués par certains bailleurs dont les pièces justificatives ne sont pas communiquées par ces derniers en vue de leur transcription budgétaire.

I.2. Les ressources de trésorerie

Les **ressources de trésorerie**, ont été mobilisées à hauteur de **4.594,5** milliards FCFA pour une prévision de **4.398,7** milliards de FCFA. Elles comprennent les transferts des entreprises, les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier et les ressources extérieures.

Les **transferts des entreprises**, correspondant aux versements effectués par les entreprises publiques en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **26,7** milliards de FCFA pour un objectif de 31,1 milliards de FCFA. Ce montant intègre **25,7** milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan.

Les **émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier** ont permis de mobiliser **3.551,8** milliards de FCFA pour une prévision de 3.356,4 milliards de FCFA, soit un taux de mobilisation de 105,8%. Elles comprennent 1.387,4 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 917,5 milliards FCFA de bons du Trésor, 379,3 milliards d'emprunts obligataires et 867,6 milliards de FCFA de mobilisation sur le marché international.

Concernant les **ressources extérieures,** la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.016** milliards de FCFA à fin juin pour un objectif de 1.011,2 milliards de FCFA. Ces ressources comprennent 569,2 milliards de FCFA d'emprunts-projets et 446,9 milliards de FCFA d'emprunts-programmes dont 426,9 milliards d'appui budgétaire du FMI.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin juin 2025, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **7.862,2** milliards de FCFA pour une prévision de 8.088,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,2%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

II. 1. Les dépenses budgétaires

Les **charges financières de la dette publique** ont été réglées à hauteur de **861** milliards de FCFA pour une prévision de 879,3 milliards de FCFA, soit un écart de 18,4 milliards de FCFA. Elles intègrent 324,3 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure et 536,7 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Les **dépenses de personnel** ont été payées à hauteur de **1 337,1** milliards de FCFA pour un objectif de 1 337,5 milliards de FCFA.

Les **dépenses d'abonnement** ont été exécutées à hauteur de **80,7** milliards de FCFA pour une prévision de 75,8 milliards de FCFA, soit un écart positif de 4,9 milliards de FCFA. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (68,8 milliards de FCFA), de téléphone (7,4 milliards de FCFA) et d'eau (4,5 milliards de FCFA).

Les **autres achats de biens et services** se sont chiffrés à **390,6** milliards de FCFA contre une prévision de 397,7 milliards de FCFA.

Les **transferts** (hors dépenses liées au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **365,7** milliards de FCFA, pour une prévision de 328,1 milliards de FCFA, soit un écart positif de 37,6 milliards de FCFA dont 19 milliards de FCFA expliqué par la subvention au secteur électricité (29,9 milliards de FCFA en réalisation contre 10,9 milliards de FCFA en prévision). Ces dépenses incluent en outre la subvention aux écoles privées (105,3 milliards de FCFA), les transferts aux EPN (52,1 milliards de FCFA), les bourses et pécules (61,7 milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités décentralisées (18,2 milliards de FCFA).

Concernant les **dépenses de sécurité et d'élections**, elles sont ressorties à **161,6** milliards de FCFA pour une prévision de 285,6 milliards de FCFA.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles affichent un niveau d'exécution de **1.717** milliards de FCFA pour une prévision de 1.838,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 93,4%. Ce niveau d'exécution comprend 1.120,1 milliards de FCFA de dépenses d'investissement financées sur Trésor et 596,9 milliards de FCFA sur financement extérieur de projets.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que vingt-deux (22) d'entre eux présentent des taux d'exécution supérieurs à 50% et seize (16) affichent des taux d'exécution inférieurs à 50%.

II.2. Les charges de trésorerie

Les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital de la dette publique, ont été réglées à hauteur de **2.948,6** milliards FCFA pour une projection de **2.945,8** milliards de FCFA.

II.3. Les dépenses de lutte contre la pauvreté et dépenses sociales spécifiques

Les dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales ainsi que les dépenses sociales spécifiques se sont établies respectivement à 1.978,0 milliards de FCFA et 526,6 milliards de FCFA à fin juin 2025, au-dessus des objectifs planchers respectifs de 1.868,6 milliards de FCFA et 490,6 milliards de FCFA.

CONCLUSION

L'exécution du budget de l'Etat au terme du premier semestre de l'année 2025 est caractérisée par une mobilisation satisfaisante des ressources et un niveau d'exécution des dépenses globalement contenu dans les prévisions.

Ces évolutions se sont traduites par le respect des principaux objectifs budgétaires à fin juin 2025 du programme économique et financier conclu avec le Fonds Monétaire International notamment le déficit budgétaire (1.054,4 milliards de FCFA pour un niveau plancher de 1.146,3 milliards de FCFA).

Les efforts de mobilisation des ressources, d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement et de maitrise des dépenses de fonctionnement se poursuivront au deuxième semestre 2025, en vue de garantir le respect des engagements du programme économique et financier ainsi que l'atteinte des objectifs d'investissement du Plan National de Développement.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2025 soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin juin 2025)

(en milliards de FCFA)

RESSOURCES	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs revisés (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Budget initial (hors comptes spéciaux)	Objectifs revisés (hors comptes spéciaux)	Réalisations (hors comptes spéciaux)
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES							
RECETTES FISCALES (y/c FER)	**7 653,5**	**3 617,3**	**3 519,9**	**CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE**	**1 514,7**	**879,3**	**861,0**
- DGI	4 650,1	2 132,9	2 058,1	Dette intérieure	627,1	358,2	324,3
- TRESOR	13,7	0,7	8,6	Dette extérieure	887,6	521,2	536,7
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 989,7	1 405,0	1 419,0				
- TVA exonerée		78,7	34,2	**PERSONNEL**	**2 532,6**	**1 337,5**	**1 337,1**
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	**221,2**	**90,1**	**101,4**	**ACHAT DE BIENS ET SERVICES** (hors CNS et élections)	**1 064,0**	**473,5**	**471,3**
Recettes non fiscales du Trésor	83,4	62,4	60,4	Abonnement	151,6	75,8	80,7
Revenus du domaine DGI	53,4	25,0	19,5	Autres achats de biens et services	912,4	397,7	390,6
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	11,2				
Licences de télécommunication	0,1	0,1	0,0	**TRANSFERTS** (hors Covid-19, CNS et élections)	**807,7**	**328,1**	**365,7**
Fonds d'Investissement en milieu rural	10,9	2,7	7,9	Subvention au secteur électricité	69,4	10,9	29,9
Autres recettes non fiscales	73,5	0,0	2,3	Autres transferts	738,3	317,2	335,8
DONS	**267,9**	**129,8**	**27,7**	**DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS**	**147,0**	**285,6**	**161,6**
Dons programmes	**162,5**	**87,6**	**0,0**	Sur financement intérieur	147,0	285,6	161,6
AFD (C2D)	148,7	87,6					
GVT Espagnol (PCD)	0,0						
UE	13,8	0,0	0,0				
BEI							
Dons projets	**105,5**	**42,2**	**27,7**	**INVESTISSEMENT**	**4 055,3**	**1 838,3**	**1 717,0**
				- Trésor (y/c FIMR et FER)	**2 611,7**	**1 260,9**	**1 120,1**
				Projets C2D et PCD	148,7	59,5	15,2
				Investissement FIMR	10,9	2,7	7,9
				Fonds d'Entretien Routier	266,5	133,2	120,1
				Autres investissements	2 185,7	1 065,5	976,9
				- Financement extérieur des projets	**1 443,6**	**577,4**	**596,9**
				Emprunts-projets	1 338,1	535,2	569,2
				Dons-projets	105,5	42,2	27,7
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	**8 142,7**	**3 837,3**	**3 649,0**	**TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES**	**10 121,2**	**5 142,3**	**4 913,6**
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE							
Privatisation et ventes d'actifs	**1,0**	**0,0**	**0,0**	**Amortissement de la dette publique**	**4 121,0**	**2 945,8**	**2 948,6**
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	**78,2**	**31,1**	**26,7**	Dette intérieure	2 713,5	1 718,3	1 717,1
Emprunts sur marchés monetaire et financier	**3 430,1**	**3 356,4**	**3 551,8**	Dette extérieure	1 407,5	1 227,5	1 231,6
Emprunts obligataires		612,4	379,3		148,7		
Bons et obligations du Trésor		1 773,0	2 304,8				
Financement en devises	315,0	971,0	867,6				
Emprunts programmes	**1 252,1**	**476,0**	**446,9**				
FMI (y compris FRD)	**952,1**	451,2	426,9				
Banque Mondiale	**122,2**						
Banque Africaine de Développement	**49,1**	24,8	20,0				
AFD (Autre appui budgétaire)	0,0						
Allemagne	0,0						
JICA							
Autres	128,7						
Emprunts-projets	1 338,1	**535,2**	**569,2**				
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	**6 099,5**	**4 398,7**	**4 594,5**	**TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE**	**4 121,0**	**2 945,8**	**2 948,6**
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	**14 242,2**	**8 236,0**	**8 243,5**	**TOTAL GENERAL DES DEPENSES**	**14 242,2**	**8 088,1**	**7 862,2**

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGF, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES
(Etat de réalisation à fin juin 2025)

En milliards de FCFA

LIBELLES	Juin 2025		
	Objectif revisé	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (y/c TVA exonerée)	**3 617,3**	**3 519,9**	**-97,4**
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (hors TVA exonerée)	**3 538,7**	**3 485,7**	**-53,0**
DGI	**2 132,9**	**2 058,1**	**-74,8**
Impôts directs	**1 215,9**	**1 166,0**	**-49,9**
Impôts sur bénéfices	**603,4**	**595,6**	**-7,8**
BIC pétrole et gaz	**60,1**	**67,1**	**7,0**
- BIC pétrole	13,9	11,3	-2,6
- BIC gaz	46,3	55,8	9,5
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	**1 155,8**	**1 098,9**	**-56,8**
- BIC hors pétrole	509,9	498,7	-11,2
- Impôt synthétique et AIRSI	23,6	21,0	-2,6
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	9,8	8,7	-1,0
- Impôts sur revenus et salaires	444,7	425,8	-18,9
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	167,8	144,7	-23,1
Impôts indirects	**917,1**	**892,1**	**-25,0**
TVA (hors part secteur électricité)	443,7	411,4	-32,3
TOB	71,2	66,1	-5,1
Taxe sur boissons et tabacs	66,8	67,3	0,5
Droits d'enregistrement et de timbre	183,1	189,7	6,6
dont enregistrement café cacao	*101,7*	*103,9*	2,2
Patentes et Licences	11,4	9,8	-1,7
Taxe d'exploitation pétrolière	5,8	5,6	-0,2
Taxe d'exploitation du gaz	19,8	24,1	4,2
Taxe sur les télécommunications	36,1	33,5	-2,6
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	17,8	14,9	-3,0
Taxe ad valorem	57,6	66,8	9,2
Taxe pour le dévelopement touristique	0,7	0,7	0,0
Taxe/sachet et mat plast	0,2	0,2	0,1
Accises et autres taxes indirectes	2,8	2,1	-0,7
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmetiques	1,3	1,0	-0,3
TRESOR	**0,7**	**8,6**	**7,9**
Impôts directs	**0,0**	**7,7**	**7,7**
Impôts sur revenus et salaires	0,0	7,7	7,7
Impôts indirects	**0,7**	**0,9**	**0,2**
Timbres et vignettes	0,7	0,9	0,2
DGD *(hors PCC, PCS et RPI)*	**1 405,0**	**1 419,0**	**14,0**
Droits et taxes à l'importation	**1 004,0**	**1 046,5**	**42,5**
Taxes sur produits pétroliers	295,4	337,1	41,7
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	708,6	709,3	0,7
Taxes à l'exportation	**401,0**	**372,5**	**-28,5**
TVA et droits de douanes exonérés sur projets cofinancés	**78,7**	**34,2**	**-44,5**
DGI		**5,7**	
DGD		**28,5**	

Source : DGI, DGD, DGTCP

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(En FCFA)

INSTITUTIONS / MINISTERES	Dotation 2025	Exécution fin juin 2025	Taux d'exécution fin juin 2025
Ministère du Tourisme et des Loisirs	1 025 000 000	75 801 533	7,4%
Ministère Délégué auprès du Ministère des Transports, chargé des Affaires Maritimes	2 510 521 825	250 600 000	10,0%
Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, chargé de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	164 510 000	24 328 500	14,8%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	91 711 874 911	15 474 804 248	16,9%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	435 799 056 901	92 890 176 896	21,3%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	10 112 427 481	2 282 495 624	22,6%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	8 654 415 241	2 378 043 223	27,5%
Ministère de l'Hydraulique,de l'Assainissement et de la Salubrité	293 984 857 215	85 959 936 712	29,2%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	26 639 694 860	8 615 599 170	32,3%
Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration	7 185 880 343	2 502 166 769	34,8%
Cour de Cassation	250 000 000	87 500 000	35,0%
Cour des Comptes	1 009 400 000	353 290 000	35,0%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	66 005 514 078	24 913 526 900	37,7%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	322 523 986 343	124 346 873 514	38,6%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	57 944 017 849	24 267 240 675	41,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	25 639 474 499	11 120 293 847	43,4%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	200 368 942 486	102 478 497 624	51,1%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	24 040 644 552	12 606 375 816	52,4%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	187 761 309 065	103 712 664 115	55,2%
Ministère des Transports	288 863 138 802	159 771 871 447	55,3%
Ministère des Finances et du Budget	152 331 124 638	84 986 090 442	55,8%
Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie	25 746 371 316	15 329 502 532	59,5%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	83 708 529 288	51 189 177 292	61,2%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 509 427 340	923 544 977	61,2%
Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques	8 374 051 321	5 139 682 182	61,4%
Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	13 274 053 228	8 174 384 397	61,6%
Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation	9 635 037 500	5 978 572 127	62,1%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	218 269 607 748	135 466 851 321	62,1%
Représentation Nationale	2 250 000 000	1 560 000 000	69,3%
Primature et Services Rattachés (Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Ministre des Sports et du Cadre de Vie)	38 792 289 793	27 150 855 211	70,0%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	100 456 011 262	72 263 423 973	71,9%
Ministère des Eaux et Forêts	51 576 695 854	37 502 748 367	72,7%
Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement	24 040 862 647	18 005 860 226	74,9%
Ministère de la Communication	4 648 000 000	3 522 132 549	75,8%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières	207 393 117 507	161 181 942 774	77,7%
Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique	44 483 853 638	35 028 796 079	78,7%
Présidence de la République	103 242 519 655	97 437 034 655	94,4%
Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	57 019 436 068	54 020 789 051	94,7%
Total Général	**3 198 945 655 254**	**1 588 973 474 768**	**49,7%**
Dépenses communes	698 269 258 204		
Compte spéciaux	277 327 286 000	128 007 383 488	
Total Général	**4 174 542 199 458**	**1 716 980 858 256**	**41,1%**

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2025

(En FCFA)

DOMAINES	2024	2025		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif fin juin	Exécution à fin juin
01 Agriculture et développement rural	**121 608 687 681**	**103 386 380 369**	**47 236 787 822**	**86 434 177 157**
01.0 Administration générale	16 946 811 057	16 562 489 569	9 639 090 018	9 964 060 870
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	35 476 561 161	25 455 104 141	12 268 498 700	32 876 386 178
01.2 Formation et encadrement	47 636 802 269	41 043 586 225	16 984 842 783	30 825 323 771
01.3 Aménagement hydro-agricole	8 638 513 194	9 474 914 434	4 262 592 504	4 868 406 338
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	12 910 000 000	10 850 286 000	4 200 731 784	7 900 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	**16 354 280 169**	**17 596 710 359**	**9 746 337 604**	**7 476 327 288**
02.0 Administration générale / formation et encadrement	9 423 300 793	10 979 124 979	5 424 810 389	5 139 913 274
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 316 393 994	2 462 652 089	1 455 044 652	781 590 527
02.2 Pêche et aquaculture	4 614 585 382	4 154 933 292	2 866 482 563	1 554 823 487
03 Education	**1 751 292 991 102**	**1 885 226 883 798**	**1 042 692 457 729**	**1 025 519 634 083**
03.0 Administration générale	140 973 003 864	124 379 017 284	67 311 619 464	86 652 269 009
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	738 291 090 170	751 987 620 612	369 558 559 303	389 529 036 739
03.2 Alphabétisation	642 455 045	720 245 213	374 532 088	261 952 408
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	585 878 639 889	703 771 362 038	393 375 707 179	376 077 269 762
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	285 507 802 134	304 368 638 651	215 260 223 887	172 999 106 165
04 Santé	**665 611 394 421**	**767 842 264 441**	**310 014 969 412**	**317 265 416 558**
04.00 Administration générale santé	303 029 751 001	367 641 383 930	165 314 590 921	176 895 084 117
04.01 Système de santé primaire	163 355 104 974	181 523 657 492	42 410 917 168	61 423 928 235
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 008 166 328	2 100 000 000	1 084 071 431	2 455 515 857
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	103 838 084 552	123 973 288 429	95 988 294 219	33 489 592 192
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	23 115 065 553	4 095 593 082	748 215 695	2 525 359 597
04.05 VIH/SIDA	7 046 594 366	29 394 833 187	13 433 533 061	13 096 282 083
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	60 218 627 647	59 113 508 321	29 152 219 517	27 379 654 477
05 Eau et Assainissement	**202 625 331**	**213 086 061 759**	**77 986 445 293**	**125 593 060 085**
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	105 163 733 976	111 075 855 416	54 530 676 909	40 059 814 223
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	97 461 597 922	102 010 206 342	23 245 375 319	85 533 245 862
06 Energie	**126 400 760 858**	**127 266 410 640**	**86 632 505 694**	**91 540 906 086**
06.1 Accès à l'électricité	126 400 760 858	127 266 410 640	86 632 505 694	91 540 906 086
07 Routes et ouvrages d'art	**375 639 998 128**	**422 009 734 123**	**168 745 815 882**	**140 745 252 569**
07.1 Entretiens pistes rurales	13 818 450 841	8 653 099 033	2 839 526 816	447 715 092
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	201 067 656 237	143 569 440 624	46 498 620 163	27 724 822 323
07.3 Autres travaux routiers	160 753 891 050	269 787 194 465	120 235 047 985	112 572 715 154
08 Affaires Sociales	**114 366 967**	**91 772 680 265**	**40 776 950 853**	**62 164 543 613**
08.0 Administration générale	18 561 762 128	17 831 047 410	10 836 944 491	10 263 892 700
08.1 Formations destinées aux femmes	3 019 111 991	4 376 684 273	1 898 191 788	1 167 934 858
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	32 848 349 020	28 476 058 697	15 054 995 942	16 843 720 199
08.3 Formation au personnel d'appui	1 577 369 716	1 541 374 865	856 774 162	811 825 851
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	58 360 374 824	39 547 515 020	12 898 238 787	33 077 170 005
09 Décentralisation	**131 965 961**	**165 309 274 257**	**70 069 915 660**	**71 404 099 505**
09.1 Décentralisation	131 965 961 967	165 309 274 257	70 069 915 660	71 404 099 505
10 Reconstructions et réhabilitations	**6 863 178 452**	**5 963 683 470**	**4 641 396 856**	**6 207 011 470**
10.1 Reconstruction et réhabilitation	1 953 040 617	1 519 633 020	1 190 612 289	3 957 123 621
10.2 Habitat et logement sociaux	4 910 137 835	4 444 050 450	3 450 784 567	2 249 887 849
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	**59 318 280 431**	**45 605 782 204**	**11 885 833 053**	**43 690 825 557**
11.1 Promotion et insertion des jeunes	56 339 648 825	42 406 038 682	9 244 564 740	41 321 809 967
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	2 978 631 606	3 199 743 522	2 680 246 272	2 369 015 590
TOTAL	**3 572 047 832 786**	**3 845 065 865 686**	**1 868 572 507 432**	**1 978 041 253 971**

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN JUIN 2025

(En FCFA)

ACTIVITES	Objectif Annuel 2025	Objectif 2ème Trimestre 2025	Total Exécution fin juin 2025
PROTECTION SOCIALE	**40 938 659 208**	**9 477 194 444**	**32 745 632 569**
Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux	16 000 000 000	1 600 000 000	19 843 480 801
Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel	1 038 659 208	300 230 835	1 482 151 768
Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU	13 200 000 000	4 366 963 609	6 600 000 000
Appui à l'opérationnalisation de la CMU	10 700 000 000	3 210 000 000	4 820 000 000
Couverture Maladie Universelle	5 400 000 000	1 620 000 000	2 700 000 000
Prendre en charge les primes des agents d'accueil/CMU	5 300 000 000	1 590 000 000	2 120 000 000
SANTE	**331 252 569 858**	**143 030 454 563**	**151 345 780 745**
Personnel santé fonctionnaire	277 793 812 239	128 662 397 248	131 156 593 325
Renforcer les capacités d'intervention des CHR	1 220 441 993	105 861 775	0
Renforcer les capacités d'intervention des HG	2 540 097 277	204 437 185	359 397 016
Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR	3 229 099 008	267 184 361	352 882 996
Renforcer les capacités d'intervention des CHU	7 724 933 992	2 191 629 150	3 327 603 786
Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire	14 725 000 000	4 650 000 000	1 101 950 622
Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNTS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.)	17 898 000 000	5 015 938 946	8 604 000 000
Approvisionnement en médicaments	6 121 185 350	1 933 005 900	6 443 353 000
EDUCATION	**750 607 119 137**	**335 990 305 931**	**339 913 855 365**
Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES)	17 497 508 681	5 911 940 011	18 228 720 340
Education primaire et préscolaire	687 235 170 968	311 622 975 966	319 331 761 031
Programme de cantines scolaires	3 705 542 722	1 588 089 738	148 384 031
Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et mallettes pédagogiques	9 486 302 000	1 769 384 076	1 499 437 800
Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles	6 544 645 100	3 739 797 200	0
Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire	667 498 681 146	304 525 704 952	317 683 939 200
Enseignement technique et formation professionnelle	45 874 439 489	18 455 389 954	2 353 373 994
Mise en œuvre de l'Ecole de la Seconde Chance	2 866 500 000	2 047 500 000	149 000 000
Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé	6 690 285 000	2 604 609 459	0
Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT	1 057 654 490	453 280 496	604 373 994
Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP	35 259 999 999	13 350 000 000	1 600 000 000
EMPLOI DES JEUNES	**5 062 431 362**	**2 088 201 101**	**2 558 150 528**
Programme Emploi Jeunes	4 133 172 938	1 653 269 175	1 750 996 955
Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences	394 988 405	197 494 203	540 153 237
Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes	238 000 000	102 000 000	97 703 182
Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune	296 270 020	135 437 723	169 297 154
TOTAL	**1 127 860 779 564**	**490 586 156 039**	**526 563 419 207**

Source : SIGOBE/DGBF